

REALITE CACHEE...

Le samedi 20 octobre dernier, le journal « La Provence » nous apprenait que les enquêteurs de la Police aux frontières venaient de démanteler un réseau « mafieux » de trafiquants de faux papiers destinés à des étrangers en situation irrégulière, qui portait sur plus de 500 cas, chacun s'acquittant de 1000 euros en moyenne pour avoir les précieux documents que lui fournissaient les responsables du « gang » : un ancien cadre administratif de la Croix Rouge, président d'une association « caritative » et un médecin psychiatre de l'hôpital de la Conception !

L'information ainsi donnée prend toute sa signification quand on lit, page 30 du même journal, le même jour, le portrait élogieux d'un militant défenseur des « sans papiers », accusé de rébellion à l'autorité de l'Etat pour s'être opposé à l'expulsion d'enfants et de familles de personnes en situation irrégulière et poursuivi devant la justice pour ces faits...

Et elle est vraiment pertinente quand on la rapproche de ces réalités maintes fois dénoncées (y compris dans des reportages télévisés programmés régulièrement sur de multiples chaînes), à savoir ces « embauches » de main d'œuvre immigrée, sans papiers, taillable et corvéable à merci, perpétrées quotidiennement dans toutes les villes de France, dans des gares, des cafés, sur des quais portuaires... par des entrepreneurs (gros et petits) peu scrupuleux (mais avisés et sûrs de l'impunité) du BTP, des services, de l'agriculture, en particulier !

Car il faut parler clairement : l'accueil sur notre sol d'une population immigrée, clandestine ou non, correspond parfaitement aux besoins de l'économie libérale qui, pour ce qui est des secteurs économiques non délocalisables, impose la libre circulation de la main d'œuvre qui lui permet de tirer les salaires vers le bas en organisant une concurrence déloyale ...

Pour les emplois non qualifiés, plus il y a de demande, plus l'offre se fera à bas prix. Et si le demandeur est en situation irrégulière, le prix sera d'autant plus bas que celui-ci n'aura aucun recours possible et sera placé en situation impérieuse de besoin.

On remarque aujourd'hui que l'on parle aussi du besoin de main d'œuvre qualifiée : là encore, la faire venir de l'étranger évite le coût de l'avoir formée et permet de l'aligner sur la fourchette basse des rémunérations. Dans un pays où il y a 2 000 000 de demandeurs d'emplois recensés, 475 000 emplois qualifiés non pourvus, on comprend aisément que ce n'est pas pour le bien du pays que l'immigration doit être organisée, mais pour celui des entreprises capitalistes qui peuvent ainsi jouer la « tempérance » salariale de manière indécente.

Aussi, quand on perçoit le zèle mis par la gauche « bien pensante », les « pourfendeurs du capital », les humanitaristes de tout poil, à agir pour imposer la libre circulation des travailleurs immigrés et de leurs familles, que cette circulation soit organisée ou clandestine et mafieuse, on comprend parfaitement comment, sous couvert de bons sentiments destinés à faire pleurer dans les chaumières, ce zèle vole au secours de la demande « capitaliste » : les « bavassages » contre l'ultra-libéralisme, le turbo-capitalisme ou le grand capital ne servent, en fait, qu'à occuper, consciemment ou inconsciemment, le terrain idéologique et moral pour servir de caution à ce qui n'est qu'une caractéristique du système économique dominant (et unique).

Ce zèle « humanitariste » a, d'ailleurs, une autre fonction : il permet d'imposer dans notre pays des populations fragiles économiquement, politiquement, idéologiquement – et souvent arrivant de pays où les concepts de démocratie et de liberté de penser et de dire n'existent pas, où l'ignorance et l'obscurantisme sont dominants -, populations qui seront ainsi rapidement soumises aux forces religieuses, traditionnelles, claniques et tribales qui les accompagnent et qui pourront être instrumentalisées par ces mêmes forces sur le lieu même de leur accueil. Ainsi naîtra la revendication communautariste (religieuse, coutumière, tribale...) qui tendra à se substituer à la revendication économique, politique, sociale, individuelle

...C'est ainsi que s'organisent aujourd'hui, dans notre pays, des espaces de non-droit ignorant la loi générale, républicaine, laïque, démocratique. Il serait souhaitable que ces questions soient posées sur la place publique, relayées par tous ceux qui ont en eux la nécessité de sauvegarder la nation et ses valeurs républicaines, ses fondements laïques et démocratiques. Il devient urgent que les voix de tous ceux-là se fassent entendre de toutes les manières possibles.

le 25 /10 /07
Robert Albarèdes